

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 26 mars au 1^{er} avril 2016

Rappel, la semaine dernière : Attentats de Bruxelles, Arrestation de Salah Abdeslam, Elections au Congo-Brazzaville, Campagne antiraciste, Réforme du code du travail, Journée nationale du souvenir ...

Abandon du projet de révision constitutionnelle sur la déchéance de nationalité : fort

60% des correspondants désapprouvent cette décision : « *Je regrette vivement que vous ne soyez pas allé jusqu'au bout* » ; « *Tout ça pour ça...* ». Pour la moitié d'entre eux, le Président porte la responsabilité de cet « échec », qu'ils attribuent à « **un manque d'autorité** » : « *Encore une fois l'impréparation, l'absence d'autorité sur ses troupes, l'absence de courage font capoter un projet* ». D'autres accusent le Chef de l'Etat de « **faire reporter sur la droite son incapacité** et celle du PS à mener à bien correctement une affaire ». 3 correspondants ciblent plus largement la classe politique et les parlementaires dans leur ensemble : « *les guéguerres droite-gauche, ras le bol* » ; « (...) c'est tout de même dommage d'avoir une classe politique dans son ensemble trop divisée, qui incarne plus l'égoïsme de parti que l'union, l'unité utile et nécessaire au pays ».

A l'inverse 30% saluent une décision « difficile, mais courageuse » : « *Je vous félicite d'avoir renoncé à la révision constitutionnelle : cela dénote votre humilité et votre écoute du peuple, grandes qualités d'un Père de la Nation, rôle que vous incarnez aussi.* ».

Par ailleurs, **4 correspondants proposent que la voie référendaire soit envisagée** pour des sujets « d'importance nationale » lorsque « *les Assemblées sont en désaccord* » : « *Sachant que le Sénat n'allait pas suivre le projet de réforme constitutionnelle, pourquoi n'avez-vous pas utilisé la voie du référendum ?* ».

Enfin, 2 ont plus particulièrement commenté l'intervention du Président, pour regretter **l'image** d'un homme « *abattu, les épaules baissées* ».

Sentiment d'insécurité lié à la menace terroriste : fort

Si les correspondants qui verbalisent la peur d'un prochain attentat en France restent peu nombreux (« *j'ai peur de mettre les enfants à l'école, j'ai peur de partir en vacances, j'ai peur de faire mes courses* »), **une inquiétude forte transparaît de façon plus générale**. Les Français qui vous écrivent **réclament d'abord plus de sécurité**, via un renforcement des effectifs de police ou militaires visibles sur le terrain : « *ça me rassure de voir les gendarmes parce que mes enfants et moi utilisons régulièrement les transports en commun* ». A cet égard, une dizaine de correspondants plébiscitent l'état d'urgence : « *Grâce au maintien de l'état d'urgence, nous nous sentons en sécurité du fait de voir la police, la gendarmerie et l'armée dans les lieux publics* ».

Enfin **20% des requérants s'interrogent sur la pertinence d'organiser des événements internationaux, tels que l'Euro 2016, dans « une France en guerre »** (« *Vivant dans un pays en état d'urgence depuis 5 mois, je souhaite voir annulé le Marathon de Paris* »). Ces correspondants demandent : soit la protection des populations est assurée par une « *coordination européenne des forces de police* », soit il faut annuler « *car c'est trop dangereux, c'est une véritable provocation* ».

Campagne « Tous unis contre la haine » : modéré

Parmi ces commentaires dont 60% sont négatifs, **l'absence de référence au « racisme anti-blancs »** ou au « **racisme anti-chrétiens** » demeure la critique la plus fréquemment formulée à l'égard de la campagne antiraciste du gouvernement : « *C'est très bien que l'on parle du racisme envers les noirs, les arabes et les juifs, mais pourquoi il n'y a pas de spots contre le racisme anti-blancs, le racisme envers les LGBT ou celui contre les handicapés ? Il y a encore beaucoup de violences qui ne sont pas montrées.* ».

D'autres correspondants estiment que cette campagne **témoigne de la fracture entre la perception des élus et la réalité vécue sur le terrain** où prévaudrait le communautarisme : « **Vous inversez les rôles....** Vous ne circulez pas comme nous dans les villes, où nous subissons les dits "crachats" de ces jeunes musulmans qui nous insultent régulièrement (...) j'ai hélas la sensation de ne plus être chez moi en France. »

Loi travail : modéré, mais reste faible compte tenu du sujet

La part des opposants est en hausse (90% cette semaine) mais le flux reste modéré – l'actualité et les manifestations n'ont pas entraîné de surcroît. Expriment les craintes ressenties par les salariés en matière de droit et de conditions de travail, ces intervenants se montrent incrédules vis-à-vis des arguments de l'exécutif, certains accusant même le Chef de l'Etat de « *mentir aux citoyens* » en affirmant que la réforme aura un impact positif sur le chômage et demandent le retrait du projet : « *Ce sera la goutte d'eau, l'événement de trop dans votre mandat* ».

A noter **des réactions qui commencent à arriver relatives à l'article 6** : « *Cet article est un boulevard pour la droite et les extrêmes* ».

Les sympathisants socialistes représentent 60% des opposants à la réforme, parmi lesquels plusieurs ont exprimé leur soutien à la journée de mobilisation contre le projet, souhaitant une « *intensification* » du mouvement contestataire qu'ils jugent « *indispensable à la défense des valeurs de gauche* ».

Abattoir de Mauléon : modéré

20% sont de simples réactions d'indignation. 40% des courriers, dénonçant « *l'irrespect* » du personnel de l'abattoir envers ces « *êtres doués de sensibilité* », relaient des demandes de sanctions à l'égard de ces « *tortionnaires* » sans toutefois commenter les annonces de contrôles par Stéphane Le Foll : « *Quand le Ministre de l'Agriculture va-t-il réagir avec fermeté ?* ». 20% font un rapprochement entre les images de l'abattoir et le rite religieux musulman : « *Il n'est pas moins inhumain d'égorger un animal sans étourdissement, comme dans la tradition musulmane* ». Enfin, la jugeant « *insoutenable* » et « *dégoutante* », 20% des requérants demandent l'inaccessibilité de la vidéo mise en ligne par l'association L214.

Elections au Congo-Brazzaville : modéré à faible, en baisse

Les élections et la situation post-électorale ont généré une quinzaine de réactions, provenant essentiellement de membres de la diaspora congolaise. Un tiers des correspondants attirent plus particulièrement l'attention sur les tensions entre les opposants au régime de M. Sassou NGUESSO qui contestent les résultats électoraux officiels et les forces de police : « *si on y prend pas garde M. le Président, le Congo-Brazzaville est à deux doigts du chaos qu'a connu la Centrafrique* ». Dans ce contexte, le soutien du Président de la République et de la communauté internationale au peuple congolais est très attendu : « *Quelle est la position du gouvernement français? Soutient-il la démocratie ou à cause des sempiternels enjeux pétroliers, continue-t-il à soutenir la dictature ?* ».

Attentats de Bruxelles : faible, en nette baisse

En nette diminution, une dizaine de correspondants seulement sont revenus sur les attentats de Bruxelles. Si la moitié des courriers se révèlent être des **messages de condoléances** adressés au peuple belge, les autres expriment leurs **attentes d'une réponse « globale » de la part des dirigeants européens** pour lutter efficacement contre le terrorisme : « *Il faut que tous les pays européens parlent, construisent d'une seule voix afin de peser sur le plan international. C'est en unissant toutes nos forces que l'on parviendra à leur mener la guerre et à la remporter* ».

Interview de Laurence ROSSIGNOL : faible

La majorité des commentaires reçus émanent de femmes qui condamnent « *les propos racistes honteux tenus par Mme Rossignol* » et réclament sa démission. Hormis la polémique sur l'esclavage et les vocables employés, quelques femmes portant le voile font valoir leur « *liberté de penser, (leur) capacité de choisir sa religion et ses vêtements* » et regrettent des propos qui occultent « *l'intelligence de la femme musulmane* ». Seule une correspondante a témoigné de son soutien à la ministre dans son combat « *contre les intégristes* ».

Augmentation de la rémunération de Carlos TAVAREZ : 1